

Réparations pour les crimes nazis & Grèce (p.2) ++ Carte originale de 1945 : Les destructions nazies en Grèce (p.8) +++ La lutte écologique dans la péninsule de Chalkidiki (p.3) +++ Le fascisme au pouvoir à Athènes de 1967 à 1974 (p.4) +++ Des théologiens demandent de la solidarité avec la Grèce (p.6-7)

«Troïka» et l'Austérité



Montage: Joachim Römer / Holger Deilke

La Grèce approche du défaut de paiement. Il est possible que dès les prochains jours, la Grèce glisse vers la sortie de la zone euro. Dans ce cas, une révision complète des finances publiques sera de toute façon nécessaire. Mais même si le pays obtient un sursis à travers de nouveaux compromis, le pronostic de la faillite reste valable.

C'est la «Troïka», ancienne et nouvelle, qui porte la responsabilité des destructions dans ce pays. Cette «Troïka» est composée en vérité du Fonds monétaire international (FMI) en tant que représentant du capital financier, de l'Union européenne – représentant les intérêts des grandes entreprises européennes – et du gouvernement de Berlin, représentant le capital allemand en tant que plus fort groupe de capitaux au sein de l'UE. Pour les seuls mois de juin à septembre 2015, le pays doit payer 13,1 milliards d'euros à ses créanciers, c'est-à-dire plus qu'il peut obtenir au maximum – au cas où la dernière tranche des crédits promis sera pleinement versée, c'est-à-dire environ 7,5 milliards d'euros – par ses créanciers. Ces dernières semaines, les dirigeants politiques à Athènes ont fait ramasser jusqu'au dernier euro, puisant jusque dans un fonds de secours festiné aux situations de catastrophe. Les médias réagissent, piqués au vif : « Pillage des comptes ! » annonce ainsi le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* du 13 mai 2015. Mais qui pille qui ? Les mesures drastiques, annoncées en Grèce, ont lieu parce que le FMI, l'Union européenne et le gouvernement fédéral allemand « pillent » ce pays depuis cinq années ; parce que ces trois acteurs renforcent leur étranglement depuis fin janvier 2015. Tout en nous

embrouillant avec leur bla-bla à propos de la nécessité d'une « austérité ».

En Grèce, c'est depuis 2010 qu'une stricte politique d'austérité est imposée. Ce dernier mot – à la base duquel se trouve la racine latine «austeritas» – est habituellement expliqué en lui donnant le sens de «rigueur», ou aussi de «cure d'assainissement». Cela semble rappeler les principes d'une gestion économe. Or, le mot latin signifie aussi « l'être sombre, sinistre ». Cela décrit mieux les choses.

Ce qui est imposé, c'est une politique de coupes sombre et sinistre, sur le dos des pauvres, des chômeurs-chômeuses, mais aussi des salarié-e-s. De cette façon, en Grèce, depuis 2009, les salaires nets et les retraites ont été baissés de jusqu'à 30 %, les dépenses publiques ont été réduites de jusqu'à 40 %, et le nombre de salarié-e-s du secteur public a été ramené de 952.500 à 573.900. Le chômage a plus que triplé, pour atteindre presque 30%. Le chômage des jeunes a atteint un niveau record dépassant les 60%. Même si nous prêtons pas attention aux aspects humains et sociaux, il est évident : cette politique économique produit des conséquences sombres et sinistres, aussi pour l'économie nationale. Est-ce que les sacrifices sociaux et humains correspondent-ils, au moins, à une consolidation du budget de l'Etat ? En réalité, l'endettement de la Grèce augmente en relation au PIB. D'une pro-

portion de 110% du PIB, avant la crise, il est monté à 180 %. Quelle conséquence sinistre de l'«austérité»: un endettement en *augmentation* permanente !

La Grèce constitue-t-elle peut-être une exception ? N'existe-t-il pas ces exemples brillants de pays de la périphérie européenne ayant «réussi», dont on dit que «l'austérité, ça marche» ! Mais voilà les résultats : l'Irlande était endettée, avant la cure d'austérité, à hauteur de 44 % de son PIB ; en 2014, ce furent dorénavant 110 %. En Espagne, cet indicateur décisif est passé de 53% à 100%. Et au Portugal, de 84% à 130%. Même à l'échelle de l'eurozone dans son ensemble, le taux d'endettement a augmenté. Une conséquence hautement sombre de l'austérité : un endettement qui se trouve généralement en augmentation.

Mais pourquoi, pourrait-on demander, on applique alors cette recette de l'austérité, si celle-ci produit aussi des inconvénients en termes d'économie nationale ? En réalité, ces inconvénients observés dans la périphérie européenne se traduisent, ailleurs, en avantages. Pour ne nommer que ces trois avantages : (1) Les déficits dans la balance de paiement des pays de la soi-disant périphérie européenne se chiffrent, depuis 2009, à plus de 500 milliards d'euro. Cela profite en réalité surtout au troisième membre de la véritable «Troïka»: l'excédent de la balance des

paiements de l'Allemagne était d'environ 1.000 milliards euros depuis 2009. (2) Le secteur financier fleurit, en raison de l'endettement de la périphérie. Prenons l'exemple de la Grèce. Depuis 1991, la Grèce a payé au total 664 milliards d'euros au titre des taux d'intérêt et de la dette à des entreprises du secteur financier ; c'est le double de la somme globale de la dette. Cela profite surtout au membre numéro 1 de la véritable «Troïka»: au FMI, en tant que représentant du secteur financier international. (3) La politique d'austérité entraîne, à l'échelle de toute l'Union européenne, une baisse drastique du «coût du travail». Sur place, les salaires baissent. Une main-d'œuvre peu chère, bien formée (des médecins, des ingénieurs...) est «exportée» de la périphérie européenne vers les centres prospérants. La baisse du niveau des salaires dans la périphérie européenne agit, partout, comme un facteur de dumping salarial. Cela profite à son tour aux grands groupes et aux banques dans toute l'Union européenne, le numéro 2 de la véritable «Troïka».

La recette austéritaire ne sert que la spéculation, le gain spéculatif et la maximisation des bénéfices. Elle empoisonne l'Europe : sur le plan social, moral et à l'échelle de toute la société. La solidarité avec la population grecque, ça signifie aussi de défendre les niveaux sociaux et démocratiques dans toute l'Europe.

J.-C. Juncker – un ami ?

Alexis Tsipras serait son «ami». C'est ce que déclare Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne. Il ajoute : « Mais pour conserver l'amitié, il faut respecter un minimum de règles. » C'est ce qu'Alexis Tsipras n'aurait pas fait, à suivre Monsieur Juncker, qui se dit maintenant « en colère ». Jean-Claude Juncker, un ami à Alexis Tsipras ? Voire, un ami de la Grèce ? Un homme qui parle du Premier ministre grec comme un colonialiste blanc parlerait d'un « indigène au pays des Zoulous » ?

Jean-Claude Juncker, lorsqu'il était le Premier ministre du Luxembourg, a contribué à transformer ce petit pays en deuxième plus grand paradis fiscal de la planète. Il a également été gouverneur de la Banque mondiale, puis gouverneur du Fonds monétaire international (FMI). De 2005 à 2013, il a présidé l'Eurogroupe, le « bureau politique » de l'eurozone donc les réunions se font à huis clos. Il a contribué à inventer la «Troïka». Il a proposé que la Troïka effectue des « redressements » appliqués à des pays entiers, en prenant modèle sur la « Treuhand » allemande, cet organisme qui a démantelé en totalité l'économie de l'ancienne RDA – l'ex-Allemagne de l'Est – à partir de 1990. Le tout selon la maxime : « Privatiser plutôt que redresser. »

En 2008, il a été le lauréat du prix décerné au « European Banker of the Year ». Lorsqu'en 2011, le Premier ministre grec Georges Papandréou a voulu tenir un référendum sur le « Mémoirendum » – l'ensemble des mesures d'austérité -, Angela Merkel et Jean-Claude Juncker ont organisé sa chute. Lorsque plus récemment, Alexis Tsipras a évoqué l'idée d'un référendum, Jean-Claude Juncker a déclaré : « Je ne crois pas qu'un référendum puisse impressionner l'atmosphère au Bundestag, au parlement fédéral allemand. » Il a aussi déclaré : « La CSU, voilà un parti comme je m'imaginais un parti populaire. » La CSU (Union Chrétienne-Sociale) bavaroise est, au sein du Bundestag, le parti situé le plus à droite. Elle joue ouvertement sur les ressentiments anti-grecs.

A propos de nous

Ceci est le troisième numéro de la nouvelle revue FCH, fondée en avril 2015. Ce numéro paraîtra aussi en langue grecque, anglaise et française. Si possible, FCH sera aussi publiée sous forme imprimée dans les pays concernés. Pour connaître les éditeurs-éditrices et les soutiens de la revue, voir la page 2 de ce numéro. Nous vous remercions de bien vouloir aider financièrement cette publication, de la soutenir et de la diffuser le plus largement possible. Votre rédaction.

Assertions et réponses

Au sujet des réparations et indemnisations pour des crimes nazis commis en Grèce

Lorsqu'en Allemagne, le sujet des crimes allemands pendant la période nazie est abordé, des réponses souvent agressives fusent dans les cafés du commerce et dans les médias allemands - ces derniers ne dépassant souvent pas le niveau des cafés du commerce, sur ce point. Même le président du Parti social-démocrate allemand (SPD) et numéro deux du gouvernement, Sigmar Gabriel, a déclaré à ce sujet que la revendication d'une réparation serait « stupide, pour être honnête ».

FactCheck:HELLAS Solidarité avec la population en Grèce (FCH) publie en page 8 une carte afin de documenter les destructions que la puissance occupante allemande a commises en Grèce. Dans les paragraphes qui suivent, nous répondons aux assertions les plus habituelles qui sont exprimées, aux comptoirs des cafés du commerce et ailleurs, lorsqu'est abordé le sujet d'éventuelles réparations allemandes à la Grèce et celui de l'indemnisation des victimes de crimes nazis.

Assertion Les événements en Grèce au cours de la Seconde guerre mondiale furent des phénomènes ordinaires en temps de guerre, certes regrettables mais comme toute normale.

Réponse FCH C'est, de toute évidence, faux. Les crimes nazis pendant la Seconde guerre mondiale sont singuliers et non comparables avec des événements « classiques » au cours d'une guerre. Le droit international alors en vigueur, tel que la Convention de la Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (1899) et la Convention de Genève (1864), a été systématiquement violé. Il n'y a pas eu de crimes comparables du côté des adversaires du régime national-socialiste. Il y en a eu partiellement dans le cas du Japon, une puissance de l'Axe alliée à l'Allemagne nazie. Ce qui ne relativise pas l'accusation portée contre l'Allemagne.

Assertion Tous ces événements sont prescrits depuis longtemps.

Réponse FCH Il n'existe pas - à juste titre - de prescription pénale en cas de génocide, ni en cas de Crime contre l'Humanité. En mai 2015, aux Pays-Bas, est tombée une décision suscitant beaucoup d'attention. Un tribunal à La Haye a reconnu comme fondée, la demande d'indemnisation introduite par des ayants droit au nom de combattants pour la libération qui avaient été assassinés dans les années 1946 à 1949 par la puissance coloniale néerlandaise en Indonésie. Dans la période la plus récente, plusieurs procédures ont eu lieu devant des tribunaux allemands au cours desquelles des criminels nazis des années 1940 à 1945 ont été jugés et condamnés. Il faut poser la question, en retour : comment est-il possible qu'en Allemagne, il ait été « oublié » - ou omis - pendant 70 ans de traiter ces Crimes contre l'Humanité et de demander des



comptes aux responsables ?

Assertion L'Allemagne a payé depuis longtemps des indemnisations et réparations pour le passé nazi. Des sommes financières considérables ont aussi été versées à la Grèce.

Réponse FCH Ce n'est pas le cas. L'Allemagne d'après-guerre aurait dû, sur la base de la « Conférence des réparations sur l'Allemagne » tenue par les Alliés à Paris du 9 novembre au 21 décembre 1945, verser une forte somme à la Grèce au titre des réparations. Lors de cette conférence, la partie grecque a fondé ses demandes entre autres sur un document que FCH publie dans ce numéro, page 8. Ce n'est qu'une infime partie de la somme ainsi trouvée qui a été versée ; le montant le plus important, 115 millions de Mark allemands de l'époque, a été transféré en 1961. Ce versement était cependant intégré dans un très mauvais contexte : le organisateur en chef de la déportation des juifs et juives de Grèce dans les camps d'extermination, Max Merten, qui avait été condamné à une longue peine de prison en Grèce, a ainsi été libéré, « racheté » de fait par le gouvernement de l'Allemagne fédérale.

En février 1953, cette dernière avait conclu l'« Accord de Londres sur les dettes » avec les puissances alliées de l'Ouest (Etats-Unis, Royaume Uni et France). Dans cet accord, la question des réparations fut renvoyée à un traité de paix ultérieur, projeté pour le temps où les deux Etats allemands seraient réunifiés. Lorsqu'en 1990, cette réunification s'est produite - de manière historiquement inattendue -, délibérément, aucun traité de paix n'a été conclu. Le gouvernement allemand a déclaré unilatéralement, depuis, que la question des réparations était désormais « prescrite ». La Grèce n'a jamais donné son accord à cette position. (Voir nos développements plus longs dans FCH numéro 1, pages 4 et 5.)

Assertion Si on cède dans le cas de la Grèce, de nombreux autres pays vont se manifester et présenter des demandes...

Réponse FCH Ce constat est justifié. L'Allemagne nazie avait occupé la

majeure partie de l'Europe. Cela a fait naître de multiples demandes de réparations. Certains pays ont obtenu une partie des réparations qui leur étaient dues, au titre d'une compensation des dommages et des dégâts qui leur avaient été causés par la guerre. La France, par exemple, a pu obtenir des réparations dans le Sud-Est de l'Allemagne - dans la zone qu'elle occupait à partir de 1945 - et dans la Sarre. L'URSS et la Pologne ont, à leur tour, trouvé des réparations en RDA, l'ex-Allemagne de l'Est. Dans certains cas, des contrats bilatéraux ont été conclus dont on peut considérer qu'ils ont clos le dossier. Mais il n'y a pas eu de règlement contractuel définitif au sujet de l'indemnisation des victimes de crimes nazis. Aussi brutale la conduite du régime nazi en Grèce fût-elle - elle a été encore plus brutale en Pologne, en Biélorussie et dans toute l'URSS occupée.

Le traitement le plus agressif, le plus meurtrier a été réservé partout, par l'Allemagne hitlérienne, aux populations juives. Cela a aussi le cas en Grèce. Voir l'exemple de la déportation de la population juive de Thessalonique (voir page 7).

Le constat que le sujet de l'indemnisation des victimes de crimes nazis et celui des réparations n'ont pas été définitivement réglés, dans un certain nombre de pays d'Europe, ne pourra jamais justifier une position selon laquelle de tels crimes ne devraient pas être abordés lorsqu'ils ont été commis en Grèce.

Assertion Le gouvernement grec n'a pour objectif que de « compenser » ses propres dettes avec les prétendues réparations.

Réponse FCH Ce n'est pas vrai. Les déclarations officielles du gouvernement grec vont dans une autre direction. Le ministère des Affaires étrangères grec, Nikos Kotzias, a déclaré en mai 2015 dans une longue interview qu'il ne s'agit pas concrètement de demandes pécuniaires. Il a plutôt suggéré de créer un « Conseil des sages », composé de

personnalités allemandes et grecques, qui aurait pour rôle de mener un travail de clarification sur ce sujet, de manière définitive et équitable. Il s'agit, pour les Grecques et les Grecs, en premier lieu de voir le gouvernement fédéral allemand reconnaître cette dette morale. Le ministre des Affaires étrangères allemand, Frank-Walter Steinmeier, a rejeté brusquement même cette proposition réconciliatrice.

Assertion Mais pourquoi les Grecs viennent-ils juste MAINTENANT avec de telles revendications ?

Réponse FCH Tout d'abord, il n'est pas vrai qu'Athènes viendrait « maintenant » poser ce sujet sur la table. Différents gouvernements grecs ont, successive-

ment, abordé ce sujet. Le gouvernement précédant celui actuellement en place, celui du conservateur Antonis Samaras, a lui aussi porté la demande de réparations. Sous ce dernier, une commission du parlement grec a été créée dont le rapport a été publié il y a quelques semaines. Malgré cela, il existe bien entendu une raison pour laquelle ce sujet est débattu sur un ton particulièrement vif depuis le début de l'année 2015. Cette raison est liée à l'attitude du gouvernement allemand envers le nouveau gouvernement grec, élu en janvier 2015, en général et avec sa

position envers la question de la dette grecque en particulier. L'Allemagne se montre spécialement intransigeante dans cette situation. Le ministre fédéral des Finances, Wolfgang Schäuble, se montre à proprement parler impitoyable et cynique, jouant le rôle de supporteur fervent d'une ligne dure au sein de l'Union européenne et au FMI. Il est absolument compréhensible qu'en Grèce, des femmes et des hommes soient remplis d'amertume de voir l'attitude du gouvernement allemand, sur fond du passé allemand, et de voir cette arrogance des puissants ; et que beaucoup d'entre eux/elles y voient une certaine continuité...

A propos de ce journal

Solidarité avec la population en Grèce-FCH

est publiée, dans sa version originale, en langue allemande.

Depuis son numéro 3, il existe aussi des éditions en langue grecque, anglaise et française.

L'édition allemande de FCH est activement soutenue par une cinquantaine de personnes et par une douzaine d'organisation appartenant aux mouvances démocratique et socialiste.

Voir ici son site Internet : faktencheckhellas.org.

La rédaction de FCH (allemande): Sebastian Gerhardt // Werner Rügemer // Mag Wompe // Winfried Wolf (rédacteur en chef)

Traduction vers le français: Bernard Schmid

L'édition *allemande* Ausgabe de FCH peut être jointe à l'adresse suivante :

Büro für Frieden und Soziales – BFS e.V.

An den Bergen 112, 14552 Michendorf – Allemagne

L'édition *française* est publiée en coopération avec le journal L'Anti-capitaliste, 2 rue Richard Lenoir, 93008 Montreuil Cedex.

Site internet plurilingue : www.faktencheckhellas.org.

L'édition en langue allemande peut être commandée ici : bestellen@faktencheckhellas.org.

„SYRIZA est au gouvernement ; non pas au pouvoir ! »

Interview avec une militante, Marina Karastergiou de la Coordination des associations du village d'Iérissos, dans la péninsule de Chalkidiki

Alexis J. Passadakis, Attac

La Grèce est censée devenir le premier producteur d'or en Europe. C'est, en tout cas, le plan de l'entreprise Hellas Gold, contrôlée à 95 % des parts de capitaux par le groupe canadien Eldorado Gold. Au Nord de la Grèce, dans la péninsule de Chalkidiki, située au sud-est de Thessalonique, une mine à ciel ouverte de 200 m de profondeur doit être créée. Les travaux ont déjà commencé. La mine à ciel ouverte se trouve dans une zone montagneuse, couverte à 90 % de forêt, en partie de la forêt primaire, et constitue un réservoir d'eau pour toute la région. Ceci suscite des protestations massives. Des associations citoyennes locales s'opposent à la destruction massive du paysage, mais surtout aux dangers que présente pour les populations la pollution de l'eau au cyanure. C'est à l'aide de ce produit chimique que l'or doit être isolé de la roche. En dehors des protestations contre les diktats d'austérité, aucun autre sujet ne mobilise autant d'hommes et de femmes en Grèce que cette catastrophe prévisible pour les humains et pour l'environnement.

Comment votre protestation contre la mine d'or à ciel ouvert a évolué, depuis la victoire électorale de SYRIZA ?

Que ce soit dit d'emblée : nous avons décidé de continuer. A la fin mars, nous avons eu une manifestation avec 10.000 personnes à Thessalonique. Notre objectif, c'est d'arrêter durablement l'extraction d'or par l'utilisation du cyanure. Je fais partie de ceux et celles qui pensent que nous devons exercer une pression très, très forte sur le gouvernement pour atteindre cet objectif. Nous ne pouvons pas nous permettre de croire que nous pourrions sauver notre santé et notre avenir en restant sur le canapé. D'autres personnes, cependant, avancent que nous devrions laisser plus de temps au nouveau gouvernement, que nous ne devrions pas lui rendre la vie difficile. Pour cette raison, beaucoup misent, en ce moment, plutôt sur les procédures juridiques. J'espère que leur patience ne sera pas trop longue. Il y aura, de toute façon, de nouvelles manifestations dans les montagnes.

Le parti SYRIZA a-t-il pris des mesures concrètes, depuis son entrée au gouvernement ?

Depuis janvier dernier, il existe deux SYRIZA. Il y a le SYRIZA qui lutte avec nous depuis des années, dans nos associations locales et dans la rue. Et il y a le nouveau SYRIZA, en tant que parti gouvernemental. Bien sûr que SYRIZA continue d'être à nos côtés. Mais en même temps, en tant que force gouvernementale, SYRIZA a maintenant les mains plus liées qu'avant. Sur le plan tout à fait pratique, SYRIZA a retiré la licence de production de l'entreprise Hellas Gold afin de procéder à des vérifications. Mais ça n'empêche pas Hellas Gold de créer, sur place, un fait accompli. La destruction des forêts s'accélère à grande vitesse, et c'est un vrai désastre. Hellas Gold va, de son côté, agir en justice contre le retrait de sa licence. Par ailleurs, il y a l'accord avec les institutions de la « Troïka » en date du 20 février. A travers lui, le gouvernement grec s'est obligé de prendre aucune « mesure unilatérale », ce qui signifie de n'accomplir aucune démarche sans l'accord des créanciers. Aussi pour cette raison, un retrait définitif de la licence de Hellas Gold n'est guère faisable.

Mais nous ne nous laisserons pas arrêter, uniquement parce que SYRIZA est

entré au gouvernement et parce que nous devrions prétendument aider un ministre, comme certains le disent. Nous savons bien que SYRIZA aimer fermer la mine, et se place de notre côté. Je pense que SYRIZA doit faire très attention de ne pas perdre l'entrée au gouvernement que ce parti vient de gagner. Les mouvements sociaux doivent continuer à lutter pour leurs causes, mais ils doivent aussi faire attention que SYRIZA se maintienne au gouvernement. Si nous étions à nouveau gouvernés par le Premier ministre de droite Antonis Samaras, nous n'aurons plus aucune possibilité de choix. Nous avons un objectif, et nous le poursuivons sans nous laisser désorienter. Nous ne pouvons pas tenir compte des problèmes de SYRIZA ; nous avons nos propres problèmes. La mine à ciel ouverte est notre plus grand problème, ici dans notre région.

Depuis janvier dernier, la réaction de la police à vos protestations a-t-elle changé ?

Le 05 avril dernier, nous avons manifesté dans les montagnes. Et la réponse de la police a été très dure : du lacrymogène. La contre-manifestation des salariés de la mine a été protégée par la police, et toute la répression a été tournée contre nous. Mais ce n'est pas très dur à comprendre. Dans cet Etat, le parti SYRIZA a beau être au gouvernement, il n'est pas au pouvoir. Il n'a aucun contrôle sur l'appareil policier et judiciaire, où les anciens partis gouvernementaux ont placé partout leurs personnels. Par ailleurs, je ne crois pas non plus que la voie judiciaire va finir par nous aider à arrêter la mine à ciel ouvert.

Quelles seront vos prochaines démarches ?

Courant juin, nous irons à Athènes pour manifester devant le ministère de l'Environnement. Et nous serons occupés par le suivi de procès devant les tribunaux ; des centaines parmi nous traînent des accusations suite à des actions militantes. Aussi commençons-nous à faire un travail d'information sur l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, le CETA. Puisque l'entreprise Hellas Gold est majoritairement détenue par des capitaux canadiens et puisque ce traité prévoit une protection des investissements très intrusive, permettent à des entreprises d'agir en justice contre des « entraves à la liberté du commerce », le CETA constitue un vrai problème pour nous.

Les crimes de la Wehrmacht devant les tribunaux allemands

Norman Paech [1999]

Lorsqu'il est question de crimes de masse de la Wehrmacht allemande, on évoque les noms de Lidice (en République tchèque), Oradour-sur-Glane en France, Babi Jar en Ukraine ; mais peu d'autres noms. Les villes de Kragujevac en Serbie, Kortelisy en Ukraine ou encore Distomo, Kalavrita, Kandanos, Klissoura et Kommeno en Grèce ne trouvent même pas mention dans l'« Encyclopédie de l'Holocauste ». Alors que ces lieux ne constituent que quelques exemples parmi de nombreux endroits en Europe de l'Est et dans les Balkans où des crimes de guerre comparables ont été commis. Ce n'est pas l'absence de sources d'information qui explique cette ignorance largement répandue. L'un des douze procès de Nuremberg qui suivaient celui des accusés principaux de 1945/46, le dossier numéro 7 concernant les « généraux du Sud-Est » (du Sud-Est de l'Europe), traitait surtout de l'assassinat d'otages, des mesures de revanche et de « représailles » dirigées contre les partisans dans les Balkans. Mais l'histoire de ces crimes a subi les mêmes processus de refoulement et de formation de légendes à laquelle a été livrée toute l'histoire des Crimes contre l'Humanité, et à laquelle la justice allemande de l'après-guerre a participé de manière décisive.

Malgré des centaines d'enquêtes, une seule procédure concernant des crimes de guerre commis en Grèce a été ouverte, devant le tribunal d'Augsbourg (en Bavière, Allemagne). Il s'agissait de l'exécution par balles de six civils en Crète. La tribunal a fait sien le point de vue de la Wehr-

macht, selon lequel « le terme de partisans (...) englobait toutes les personnes civiles en territoire occupé qui étaient suspectes, serait-ce même de façon approximative, d'avoir commis des actes hostiles ». Ainsi, le tribunal d'Augsbourg a qualifié ces exécutions de « légitime défense selon le droit international », pour acquitter le capitaine qui était accusé.

Cette argumentation des juges a été la cause pour laquelle toutes les autres enquêtes judiciaires ont été arrêtées. Le parquet de Buchum (dans le nord-ouest de l'Allemagne) a motivé son acte de clôture de l'enquête contre le dirigeant d'un groupe de combat de l'armée nazie, qui avaient participé à l'un des plus gros massacres commis en Grèce – l'« opération Kalavrita » -, en invoquant la « nécessité » de telles représailles. Ces dernières auraient été des « moyens licites et conformes au droit international, pour contraindre les partisans à respecter le droit international ».

La justification de tels crimes de masse commis contre la population civile, en les qualifiant de « représailles conformes au droit international », joue aussi un rôle actuellement en ce qui concerne le refus du gouvernement fédéral allemand d'entrer, ne serait-ce que dans un dialogue avec le gouvernement grec à propos de ses demandes d'indemnisation.

Norman Paech est Professeur émérite et un homme politique. La rédaction de FCH a extrait le texte ci-dessus de l'introduction d'un article plus volumineux que N. Paech a publié dans la revue « Kritische Justiz » (Justice critique), 1999, numéro 3, p. 380 et suivantes. Un constat aussi triste qu'étonnant : la situation a très peu évolué depuis 16 ans.

Une Europe sociale au lieu d'une UE autoritaire – Manifestation le 20 juin à Berlin

Margarita Tsomou und Alexis J. Passadakis

Face au diktat d'austérité dans le Sud européen et face à la mort en masse de migrants et réfugiés en Méditerranée, la limite de l'insupportable a été largement dépassée. Des promesses si souvent louées de la construction européenne – la démocratie, une prospérité partagée, la liberté -, rien n'a été réalisé : c'est la folie technocratique, brutale qui règne. A la date du 20 juin, la journée mondiale des réfugiés et le début de la « semaine de solidarité avec le Grèce » appelée par le Forum social mondial, nous allons le crier haut et fort à la Berlin : cette Union européenne n'est pas notre Europe. Et nous allons le faire en même temps que des manifestations similaires à Rome, Londres, Bruxelles et dans de nombreuses autres villes d'Europe.

Oui, ils et elles existent, ces hommes et ces femmes qui ne le supportent plus. De voir comment les coûts de la crise de l'euro et de la crise financière sont rejetés sur les populations de la périphérie européenne. De voir comment l'avenir de générations entières est sacrifié sur l'autel d'un système financier sorti de tout contrôle, et qui ne bénéficie qu'au « 1% » de la société. Ceux et celles qui n'acceptent pas que la démocratie est réduite à une blague, parce que le dogme du néolibéralisme est présenté comme « sans alternative » ; et cela quel que soit le résultat d'une élection. Et, oui, ils et elles existent, qui se révoltent contre le fait qu'à travers le TAFTA et l'ensemble de la politique commerciale

néolibérale de l'Union européenne, la protection de l'environnement et les droits sociaux ne soient considérés plus que comme « entraves à l'investissement ».

Et, oui, ils et elles existent, ces hommes et ces femmes qui sont horrifiés de voir qu'aux frontières extérieures de l'Union européenne, depuis des années, des milliers de migrants meurent. Qu'au lieu de mettre à disposition des ferrys pour sauver des vies, la protection militarisation des frontières avec Frontex est renforcée. Que l'Union européenne répond aux guerres et à la misère avec des expulsions, et non avec un droit au séjour. Et que les migrants arrivés jusqu'ici, dans l'Union européenne, sont traités comme des délinquants.

La réaction à la volonté de vivre en dignité, de la part d'une grande partie des populations du Sud de l'Europe comme de la part des migrants, consiste – quoique dans des formes variées – dans une rhétorique du bouc émissaire et dans l'exclusion.

Le désir d'une Europe de la démocratie et des droits humains n'a pas été réalisé. A travers les mobilisations sociales et les débats actuels, il existe une chance de changer ça !

Margarita Tsomou est la coéditrice de la revue « Missy magazine » ; Alexis J. Passadakis est un militant d'ATTAC. Voir aussi sous : www.europa-anders-machen.net

Un effacement de la dette pour la Grèce au lieu de nouveaux crédits

Sahra Wagenknecht

Au lieu d'essayer avec des méthodes mafieuses de contraindre un pays déjà totalement appauvri à de nouvelles coupes sociales, la chancelière allemande Angela Merkel doit imposer un effacement des dettes et aider la Grèce à se remettre sur pied, économiquement. Pourquoi la population grecque devrait continuer à se saigner, uniquement pour que des nouveaux crédits soient versés qui servent à rembourser d'anciens crédits ? Ce cercle de l'indignité doit être brisé. Mais Angela Merkel devrait alors avouer qu'elle a enfoui des dizaines de milliards d'euros du contribuable, en pure perte. Afin de limiter le préjudice pour les contribuables, il faudrait mettre à profit les sommets européennes pour négocier sur une taxation des grandes fortunes. La chancelière et les

bourreaux à col blanc dans les institutions ont dores et déjà suscité suffisamment de misère, en Grèce. Ils ont truqué des chiffres relatifs au taux d'endettement supportable pour la Grèce (« taux de viabilité ») et dicté à ce pays des objectifs de remboursement totalement irréalistes, ne pouvant même pas être atteints par leur politique de coupes impitoyable. En appliquant leurs propres règles, ces institutions auraient dû insister sur un effacement partiel de la dette grecque dès 2010. Ça auraient alors été les banques qui auraient été punies pour leur propre politique irresponsable, les contribuables auraient été moins touchés, et aux Grecs et aux Grecques, beaucoup de souffrances auraient été épargnées.

Sahra Wagenknecht est la première présidente adjointe du groupe parlementaire du parti DIE LINKE.

La Grèce, un poste avancé de l'OTAN qui coûte cher, encore et toujours

Werner Rügemer

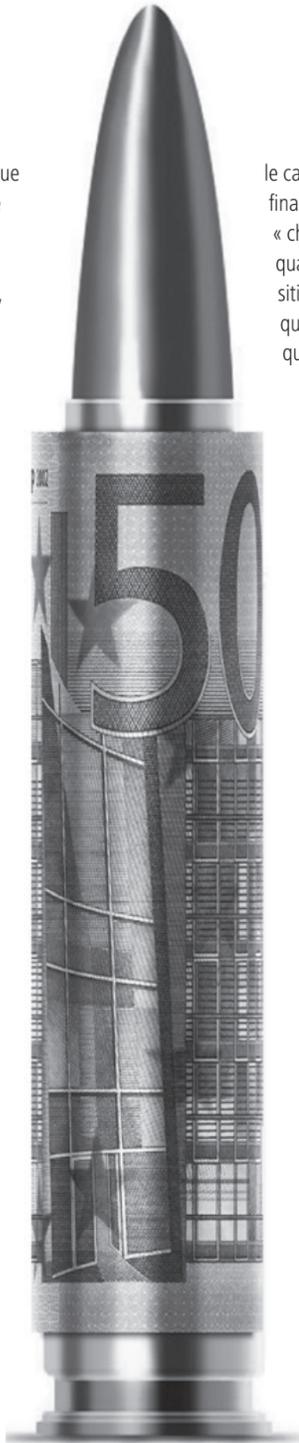
Les armées états-unienne et britannique ont démantelé, après 1945, la résistance antifasciste, très forte en Grèce : il fallait empêcher qu'elle arrive au gouvernement. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont soutenu, au nom de la lutte anticommuniste, d'anciens collaborateurs grecs des nazis et ont instauré, avec leur aide, la monarchie en 1949.

Les Etats-Unis ont constitué en Europe de l'Ouest un bloc d'Etats et d'économies « pour faire front au communisme ». Les outils les plus importants pour y arriver étaient le plan Marshall ainsi que l'OTAN. La Grèce est devenue membre de l'OTAN en 1952. Il s'agissait de la transformer en poste avancé au Sud des nouveaux Etats socialistes du bloc soviétique et de la Yougoslavie de Tito. Les moyens financiers du plan Marshall (1947 à 1952) ont été versés au gouvernement grec, sous la condition que le système politique, les syndicats et l'administration publique soient nettoyés des communistes, socialistes et apparentés.

Mais la résistance démocratique ne se laissait pas totalement réprimer, dans la durée. En 1967, planait la « menace » d'une victoire électorale de l'alliance de gauche modérée « Union du centre ». La CIA et l'OTAN, à travers le « Plan Prométhée », aidèrent des généraux et officiers grecs à fomenter un putsch et à instaurer un régime de type fasciste. Il se présentait avec un discours chrétien et nationaliste, se mettant en scène comme « le sauveur de la nation hellénique ». Des opposants furent torturés et emprisonnés sur l'île de Jaros, transformée en camp de concentrations. Des licences de taxi ne furent accordées qu'à condition que les chauffeurs de taxi s'engagent à servir de mouchards pour la police.¹

Avec la CIA et l'OTAN, des entreprises états-uniennes firent leur entrée. Le magnat d'affaires américain Tom Pappas – cet émigré grec avait initialement porté le nom de Papadopoulos, qu'il avait ensuite américanisé – était un nom personnel des présidents états-unien Dwight D. Eisenhower, Lyndon B. Johnson et Richard Nixon. Il était en même temps un agent de la CIA. Dès avant le putsch en Grèce, il construisait une flottille de navires cargos – exonérée d'impôts – et il plaça le groupe pétrolier Standard Oil of California, appartenant au groupe Rockefeller, sur le marché grec. A l'aide du gouvernement des putschistes, Pappas faisait construire des usines d'emouteillage de Coca-Cola, avec des licences d'approvisionnement du marché pour les pays du Proche Orient.²

Le gouvernement travailliste britannique avait demandé, suite au putsch, d'exclure la Grèce de l'OTAN et du Conseil de l'Europe. Des entreprises britanniques perdaient des marchés. Mais le gouvernement de l'Allemagne fédérale sous Kurt Georg Kiesinger (CDU) et Willy Brandt (SPD), dont le très droitier Franz-Josef Strauß (CSU) était le ministre de la Défense, fournit un soutien actif aux entreprises ouest-allemandes pour qu'elles reprennent les marchés perdus par leurs concurrents britanniques. Les groupes allemands de Siemens, AEG, Dornier, Demag, des chantiers navals allemands et la brasserie de bières Henninger basée à Francfort obtenaient des commandes et le droit d'ouvrir des filiales.³ Le système de corruption alors installé, et cultivé pendant des décennies ensuite, a été documenté surtout dans



Montage: Joachim Römer

le cas du groupe Siemens. Ce dernier a régulièrement financé et le parti « socialiste » PASOK et le parti « chrétien » (conservateur) Nea Demokratia, même quand l'un ou l'autre de ces partis était dans l'opposition, vu qu'il était prévisible et convenu d'avance que le prochain gouvernement n'allait être constitué que par l'un ou l'autre de ces deux partis.⁴

Pendant la période du fascisme - de 1967 à 1974 - et après, les militaires grecs ont été armés, indépendamment de la couleur du gouvernement « démocratique » en place. Jusqu'à aujourd'hui, la Grèce garde un budget de la Défense qui est à peu près deux fois plus élevé que celui d'autres pays membres de l'Union européenne, proportionnellement au nombre d'habitants. La Grèce constitue le plus grand importateur d'armement dans toute l'Europe. Elle importe p.ex. des avions « Rafale » du groupe français Dassault et des « F 16 » du groupe Etats-Unis Lockheed Martin, des chars en provenance d'Allemagne (du groupe Krauss-Maffei Wegmann) et des sous-marins (du groupe allemand Thyssen-Krupp/des chantiers navals Howaldtswerft). Les gouvernements allemands et français exerçaient et exercent des pressions pour obtenir le paiement de ces livraisons d'armes en temps et en heure, y compris après le début de la crise financière en 2008.

A ce niveau, des dirigeants militaires, des hommes politiques et des groupes économiques ont constitué un réseau de corruption très dense. Dès 2013, le ministre de la Défense grec

Akis Tsochatzopoulos a été condamné, ensemble avec 16 parents et proches collaborateurs, pour avoir reçu 55 millions d'euros de commission lors de l'achat de sous-marins allemands ; une partie des commissions ayant été redistribuée à des centaines d'officiers grecs. En 2014, le groupe allemand Rheinmetall Defence Electronics (qui produit des missiles anti-aériens) a payé 37 millions d'euros d'amende pour des versements illicites avérés effectués en Grèce.⁵

Mais ce n'est que sous le gouvernement de Syriza que la justice a pu prendre son élan, pour rouvrir des vieux dossiers avec un nombre important d'accusés.⁶ Il ne s'agit pas que d'obtenir des condamnations pénales, mais aussi

des dommages et intérêts.⁷ La Justice enquête entre autres contre les groupes Eurocopter (qui fabrique des hélicoptères), STB Atlas Electronics et Krauss-Maffei Wegmann. Des managers de certaines entreprises comme le groupe Siemens et Ferrostaal ont déjà été condamnés en Allemagne, mais la justice grecque rouvre les dossiers pour déterminer la responsabilité de leurs complices grecs.

La course à l'armement grecque n'a donc rien à voir avec les intérêts bien compris de la Grèce. Elle lui a été dictée de l'extérieur. De tels achats d'armement sont plus chers que nécessaires, puisqu'il n'y a pas de marché transparent. Ils sont encore renchérissés par les paiements de commissions à des responsables grecs, et des rétrocommissions versées à des managers allemands. Au total, ça triple les sommes en jeu. Et cela constitue l'une des causes de l'endettement de l'Etat grec.

Parmi les « réformes » et « mesures d'économies » demandées par la Troïka – constituée par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne – ne figure aucune réforme de l'armée grecque, et aucune réduction du budget de la Défense.

⁴ Transparency International : « Der Korruptionsfall Siemens », publié à Baden-Baden, 2009.

⁵ Article : « Rheinmetall zahlt 37 Millionen Euro Strafe », publié dans le quotidien économique allemand « Handelsblatt » du 10 décembre 2014.

⁶ Article « Ex-Siemens-Manager müssen in Athen vor Gericht », publié dans le quotidien « Handelsblatt » du 10 mars 2015.

⁷ Article « Griechische Regierung fordert hunderte Millionen von deutschen Rüstungsfirmen », publié dans le journal « Huffington Post » du 23 mars 2015.

Un parti chrétien allemand se positionne du côté des fascistes

Peu de jours après le coup d'Etat militaire du 21 avril 1967, par lequel les colonels fascistes avaient pris le pouvoir en Grèce, Fotios Gouras – un membre de la CSU (Union Chrétienne-Sociale) en Bavière/Allemagne et ami personnel de son chef Franz-Josef Strauß – fonda à Munich le « Mouvement national des Grecs en République fédérale d'Allemagne – E.K.E. ». Cette organisation choisit de s'orner avec l'emblème des fascistes grecs, un phénix accompagné d'un soldat muni d'une baïonnette. Les cadres d'E.K.E. mouchardaient des travailleurs immigrés grecs en Allemagne fédérale et terrorisaient des étudiants grecs protestant contre la junte. Franz-Josef Strauß, alors l'un des principaux dirigeants politiques ouest-allemands, déclara peu de temps après le putsch d'Athènes : « La drachme est désormais la monnaie la plus stable du monde. » Les colonels tiraient profit de ce propos public pour attirer des investisseurs.

Le directeur de cabinet de Monsieur Strauß, Marcel Hepp, se rendit rapidement en Grèce après le putsch pour des « consultations politiques » avec le nouveau pouvoir militaire. Peu de temps après, c'était au tour de Franz Sackmann – secrétaire d'Etat au ministère bavarois de l'Economie – d'y atterrir et de promettre une aide économique. En 1968, Fotios Gouras se rendit à Athènes, pour devenir conseiller auprès du vice-Premier ministre Nikolaos Makarezos. A partir de ce moment, un réseau dense de relations politiques fut noué entre Athènes et Munich. Une visite d'Etat de Franz-Josef Strauß à Athènes ne se faisait pas attendre.

Dans les médias allemands, les articles favorables aux régimes de tortionnaires au pouvoir à Athènes se multipliaient alors. Des journaux allemands tels que « Nürnberger Zeitung » (publié à Nuremberg), « Regensburger Bistumsblatt » (le journal lié à l'évêque de Ratisbonne), « Stuttgarter Nachrichten » (publié à Stuttgart), dans le quotidien national « Die Welt » (comparable au « Figaro » en France) ou encore le « Bayernkurier » (Courrier bavarois), organe direct du parti CSU. A la télévision allemande, l'émission politique « Report » comportait alors des reportages à la gloire du régime d'Athènes.

Après la chute du régime des colonels, il y a eu des révélations. Leur régime n'avait pas lésiné sur les moyens et avait graissé la patte à des responsables de journaux allemands ainsi que des chaînes de télévision. La Cour de comptes grecque publia, au milieu des années 1970, des factures qui documentaient les versements effectués à des médias allemands. C'était l'attaché de presse de l'ambassade de Grèce à Bonn (alors capitale fédérale de l'Allemagne de l'Ouest) qui avait versé les sommes en question. Il avait noté méticuleusement les dates des versements, en se référant aux médias concernés et à la publication des articles concrets qui étaient favorables à la junte en Grèce. Des journalistes de premier plan se trouvaient parmi les destinataires de ces paiements.

Après la chute du régime des colonels grecs, en 1974, les contacts de la droite allemande avec les fascistes grecs n'étaient aucunement rompus. Dès le printemps 1975, Franz-Josef Strauß se trouva à nouveau à Athènes. Il demanda au nouveau gouvernement sous le Premier ministre (conservateur) Konstantin Karamanlis de « ne pas poursuivre » les colonels ayant institué la junte, « dans l'intérêt de la paix nationale ». Fotios Gouras, toujours membre de la CSU allemande/bavarois, fonda un « Parti chrétien-démocrate de Grèce (Chrike) » à travers lequel la CSU souhaitait exercer une influence sur la politique grecque. Encore à la date du 13 mars 1976 - deux ans après la chute de la junte -, Franz-Josef Strauß se rendit à Athènes pour y rencontrer d'anciens ministres du régime fasciste antérieur. Le gouvernement Karamanlis protesta contre cette « ingérence dans les affaires intérieures de notre pays ».

Toutes les citations ont été publiées une première fois dans : Der Spiegel numéro 39/1976

« Waterboarding », version grecque

Le régime fasciste des colonels, au pouvoir en Grèce entre 1967 et 1974, a arrêté plus de dix mille personnes à la suite du putsch d'avril 1967 : des militant-e-s de gauche, des syndicalistes et démocrates. Pendant des années, des milliers d'hommes et de femmes étaient obligés de vivre dans des prisons et sur des îles transformées en camps de concentration. Parmi eux, des personnalités connues comme le compositeur Mikis Theodorakis. Le régime développa une large gamme de méthodes de torture, qui trouvaient régulièrement application. Telles que la « Falanga » (« Les plantes des pieds sont frappées avec un tuyau métallique ou un fil en métal ») ; la « torture par pendaison » (« Le prisonnier est suspendu par les poignets, par les pieds ou les oreilles à l'aide de cordes ou de menottes ») ; la « torture par électrocution » (« Des électrodes sont fixées sur certaines parties du corps, à travers lesquelles on envoie un courant puissant. Cette technique de torture es en général pratiquée sur les parties génitales... aussi bien chez des femmes que chez des hommes. »). Ou encore « le traitement par l'eau » : « On verse de l'eau dans la bouche et dans le nez du prisonnier, et on lui étale du détergent ou du savon dans les yeux, la bouche et le nez. Ce faisant, on lui frappe la tête contre le banc de torture sur lequel il est attaché. »

Cité d'après le « Livre noir de la dictature en Grèce », publié aux éditions Rowohlt, Hambourg, en 1970, page 134, sur la base de rapports qui ont été ultérieurement remis au Parlement européen.

¹ Cité d'après les articles : « Griechenland. Sieben Jahre Jucken » paru dans « Der Spiegel », numéro 13/1974 et « Griechenland – Anatomie einer Diktatur », dans « Der Spiegel » numéro 40/1968.

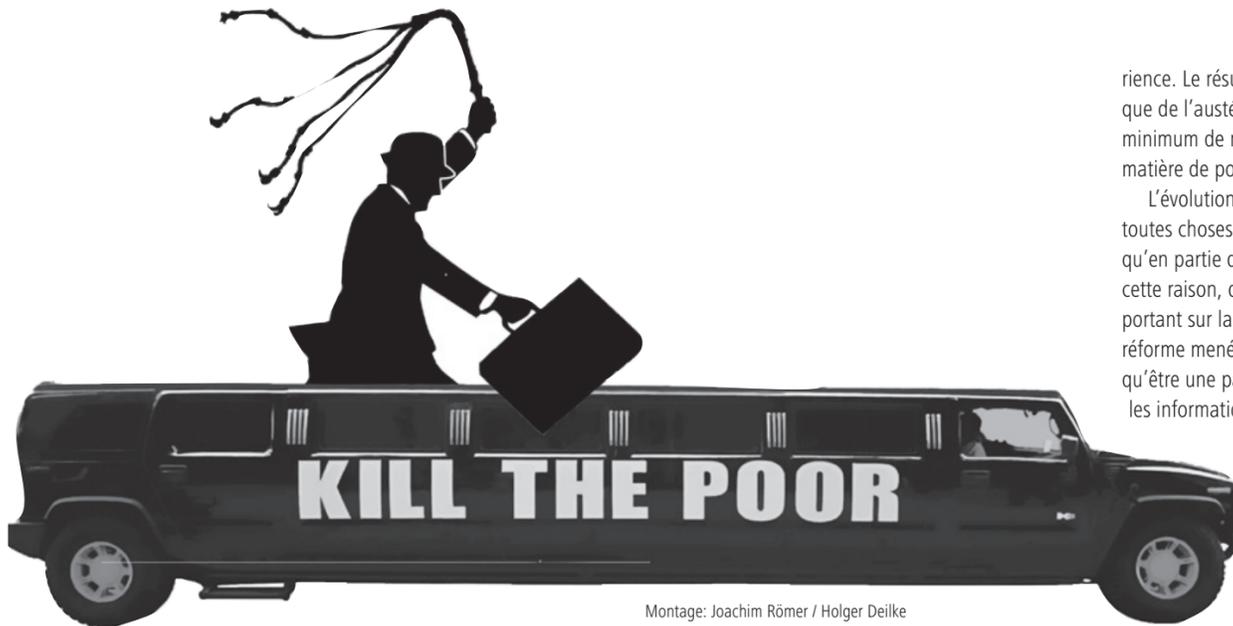
² Cité d'après l'article « Griechenland. Pappas : Prost auf P & P », paru dans « Der Spiegel » numéro 38/1968.

³ Cité d'après l'article : « Griechenland. Handelsrepressalien, Rache für Rüge », publié dans « Der Spiegel » numéro 32/1968.

Et maintenant, on va où ?

Les différents scénarios de solution de la crise dans une coquille de noix appelé « Hellas »

Sebastian Gerhardt



Montage: Joachim Römer / Holger Deilke

La fuite des capitaux depuis la Grèce perdure. Les dépôts en banque des ménages et des entreprises autres que celles du secteur financier ont baissé au mois de mars 2015 de deux milliards d'euros, mais en avril 2015 déjà de cinq milliards. Après le grand effondrement de l'hiver dernier – entre décembre 2014 et février 2015, la baisse se chiffrait à 24 milliards, dont la moitié pendant le janvier, le mois des élections législatives en Grèce –, la panique ouverte s'est transformée en méfiance persistante envers les banques grecques.

Les autres données économiques conjoncturelles pour la Grèce ne sont pas bonnes, non plus. Le PIB stagne. Les recettes fiscales enregistrées en 2015, jusqu'en mars, étaient nettement inférieures à celle de l'année précédente. La saison touristique en Grèce, susceptible d'équilibrer la balance des paiements, ne commence qu'en juin.

En réalité, l'évolution des dépôts en banque ne constitue que la pointe de l'iceberg. Pour se faire une idée réelle de la situation économique tendue de la Grèce, il faut jeter un coup d'œil sur les indicateurs mensuels de la Banque centrale, la Bank of Greece. Comme c'était déjà le cas entre le printemps 2010 et la fin de l'année 2012, la Banque centrale est obligée aussi actuellement d'augmenter massivement son budget pour compenser le recul de la solvabilité des secteurs privé et public. Entre novembre 2014 et avril 2015, son budget est ainsi passé de 91 à presque 160 milliards d'euros. Le passif du bilan démontre la dépendance du système bancaire grec vis-à-vis de l'euro : l'ensemble de l'augmentation du volume d'affaires de la Banque centrale a été financé par une augmentation de la prise de crédits auprès du système monétaire européen. Du point de vue de l'économie nationale, il n'est pas correct de dire que la Grèce sert le paiement de ses dettes « sans aide extérieure », comme le disent certains de nos ami-e-s de Syriza.

Cependant, la part du « subventionnement caché de l'Etat », que dénonce publiquement le chef de la Bundesbank – la Banque centrale allemand – Jens Weidmann, est très réduite. Si les nouveaux crédits contractés venaient renflouer le budget de l'Etat, alors le ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, ne recon-

trerait aucun problème de liquidité. Or, ils viennent renflouer le secteur économique privé. Ils servent surtout à favoriser la fuite des capitaux, qui augmente quotidiennement la pression exercée sur le gouvernement de Syriza. Mais cet effet est intentionnel, et il n'est donc pas critiqué par Monsieur Weidmann. La Banque centrale européenne (BCE) a massivement renchéri, début février 2015, la mise à disposition de liquidités aux banques grecques. Mais en même temps, elle a fait en sorte, en autorisant l'extension successive de l'« Emergency Liquidity Assistance » (ELA) – l'Assistance d'urgence en liquidités – de la Banque centrale grecque, que la Grèce puisse rester dans le réseau bancaire de la zone euro. En cas d'arrêt de l'ELA, la BCE pourrait contraindre un pays à la faillite dans peu de jours. Mais elle ne le fait pas. Cela démontre l'une des raisons pour laquelle l'Eurogroupe continue encore à négocier avec le gouvernement d'Alexis Tsipras : il y a un intérêt à maintenir la Grèce à l'intérieur.

L'autre raison a été admise, quelque peu involontairement, par le chef du Mécanisme de sauvetage de l'euro (ESM, « Mécanisme de stabilité de l'euro »), Klaus Regling, juste avant le sommet de

l'Union européenne à Riga. Interrogé pour savoir ce qui allait advenir en cas de défaut de la Grèce, il a déclaré : « Les autorités grecques ont su à plusieurs reprises mobiliser des capacités de remboursement, bien plus qu'on nous avait annoncé auparavant. » Alors que dans les grands médias, on aime spéculer sur le prétendu amateurisme des politiques grecs, la gestion des liquidités par le ministère des Finances grec fonctionne apparemment de façon hautement professionnelle. Malgré la situation tendue, les salaires, traitement et retraites sont payés aussi bien que le service de la dette. Cela n'est pas seulement un indicateur pour la qualité des nouveaux dirigeants grecs, mais surtout pour la loyauté des fonctionnaires et, partant, pour la stabilité du gouvernement conduit par Syriza. Cela ne plaira peut-être pas à l'extrême gauche, puisque cela signifie aussi qu'à Athènes, on ne procède pas au « démantèlement de l'appareil d'Etat bourgeois ». Mais pas uniquement des réformistes après une victoire électorale, mais aussi tout révolutionnaire (ayant fait la révolution) se réjouissait si, « le jour d'après », il pouvait avoir recours à des spécialistes de l'administration ayant de l'expé-

rience. Le résultat, cependant, ne sera que de l'austérité autogérée, avec un minimum de marges de manœuvre en matière de politiques sociales.

L'évolution ultérieure ne dépendra, toutes choses restant égales par ailleurs, qu'en partie des Grecs eux-mêmes. Pour cette raison, des analyses détaillées portant sur la qualité des politiques de réforme menées à Athènes ne peuvent qu'être une partie du récit, tout comme les informations rapportant la sur-

veillance de premières manifestations et protestations sociales sous le nouveau gouvernement de gauche. Ce sont bien les Messieurs et dames de l'Eurogroupe qui dis-

posent de leviers financiers autrement plus considérables. Malgré tous les problèmes, ces leviers-là actionnent des caisses qui restent bien remplies. La conjoncture économique dans la zone euro a connu un embellissement. Cela ne signifie pas que tout le monde va bien. Cela signifie que les bénéfices des entreprises croissent et que la marge de manœuvre des gouvernements ainsi de l'Eurogroupe augmente ; à la fin, elle sera peut-être aussi utilisée pour faire des petites concessions à la Grèce. Une famille bourgeoise qui se porte bien supporte aussi ses brebis galeuses, tant qu'elles restent peu nombreuses. Vu depuis Berlin et Paris, mais aussi par les gouvernements à Rome et Madrid, la Grèce est exactement cela : une brebis galeuse, mais la seule pour l'instant.

L'Eurogroupe offrira probablement à Syriza un compromis peu glorieux : le versement partiel des 7,2 milliards de la dernière tranche d'« aide », ou alors une augmentation du plafond du programme ELA à une limite supérieure. Et Syriza acceptera, en étant obligé en contrepartie d'accepter des concessions. Ceci parce que le gouvernement est politiquement isolé dans l'Union européenne, totalement isolé. Celui ou celle qui, depuis ici, critique ses décisions pour n'être pas suffisamment à gauche, devrait d'abord convaincre ses propres collègues de travail, ses ami-e-s, ses voisin-e-s et les membres de sa famille qu'un autre traitement de la Grèce (par l'Allemagne et les autres puissances de l'Union européenne) est nécessaire, en urgence. C'est après qu'il ou elle pourra continuer à critiquer la politique du Syriza.

Sans doute, il est possible et nécessaire de critiquer la politique du parti de gauche grec. La naïveté avec laquelle ses représentant-e-s avaient demandé, suite à la victoire électorale, une réorientation de la politique de la zone euro renvoie à des erreurs profondes sur la nature du capitalisme moderne. D'un côté, Yanis Varoufakis, tout comme Costas Lapavitsas qui le critique, considèrent la demande solvable comme le principal moteur de l'évolution économique, et non pas le travail quotidien qui seul rend possible la reproduction de la société. De l'autre côté, ils considèrent cette demande solvable comme largement manipulable, puisqu'il serait prétendu-

ment possible de créer de débouchés à partir de rien, par un financement à crédits. Mais en réalité, l'essence du système monétaire moderne consiste à garantir le maintien de la propriété privée. Pour cette raison, rien n'est donné en cadeau sur le marché ; encore moins à des gens de gauche. Mais à travers ces deux erreurs, on constate facilement : les critiques de la majorité de Syriza partagent, eux aussi, leur vision en matière économique. Malheureusement.

Bien sûr qu'il existe aussi des alternatives, et même plusieurs. Toutes ne sont pas meilleures que ce qui existe. Le gouvernement grec pourrait tenter de réduire l'influence de la BCE en Grèce, en instaurant des contrôles de la circulation des capitaux et en créant une monnaie parallèle. Mais dans le cadre du commerce extérieur, on ne saurait payer avec une monnaie intérieure. Et à l'intérieur du pays, la question se poserait de savoir avec quel abattement sur la valeur, à taux réduit on pourra payer en monnaie parallèle. Cela se présenterait comment ? Un exemple d'une politique d'austérité, aussi autogérée que durable, totalement en dehors de l'euro, peut être trouvé avec l'histoire économique de la Pologne depuis 1989. Mais ce n'est pas un modèle pour une solution solidaire à la crise.

Une éventuelle sortie de l'euro par la Grèce ne serait pas totalement dérangeante pour les plans de créer un « noyau dur » de l'Union européenne à caractère néolibéral. Le gouvernement de Berlin a, lui aussi, son « Plan B ». Pour prévenir une crise financière en cas de sortie de la Grèce, différents pays de la zone euro se montreront prêts à se soumettre à un large contrôle de leurs finances publiques... en contrepartie d'une mutualisation partielle de leurs dettes publiques dans le cadre de l'euroland. Le dessein a été élaboré avec le rapport présenté par le Conseil d'expertise allemand (Sachverständigenrat) à l'automne 2011. Alexis Tsipras a perçu ce danger, comme le fait entendre pour la première fois sa tribune au journal « Le Monde » en date du 31 mai 2015. Il y évoque la vision d'un « super-ministre des Finances » de la zone euro, qui rejette les plans budgétaires de gouvernements souverains s'ils ne sont pas assez marqués par le néolibéralisme.

Celui ou celle qui recherche d'autres alternatives doit aborder le conflit autrement. Une politique solidaire à l'échelle de l'Europe peut être demandée à Athènes, mais elle ne pourra pas être décidée à Athènes. La victoire électorale ne constitue un début de quelque chose que si d'autres étapes suivent dans d'autres pays. Et cela nécessite du temps. Si on surcharge la nouvelle politique grecque de trop de responsabilités, cela la tuera politiquement.

Dans une parabole de l'auteur grec antique Esope, un voyageur sur l'île de Rhodes se vante de ses grands exploits sportifs, jusqu'à ce que ses auditeurs le défient de les confirmer devant leurs yeux : « Hic Rhodos, hic salta ! » Sauter ici, à Rhodes ! En matière d'exploits politiques, la même maxime s'applique.

Une autre position dans SYRIZA

Costas Lapavitsas est Professeur d'université en économie, à Londres, et depuis fin janvier dernier, il est membre du parlement grec, élu sur la liste de SYRIZA. Lapavitsas représente l'aile gauche minoritaire au sein de SYRIZA. Il plaide pour une sortie rapide de l'euro par la Grèce. Voici sa position (extraits) :

« En tant qu'économiste, je ne vois qu'une seule solution : la sortie de l'euro. Le mieux serait une sortie négociée, non pas sous forme de rupture. Négocier signifie : en contrepartie, il faudrait qu'il y ait un effacement des dettes à hauteur de 50 %.

Il serait décisif qu'une telle sortie soit protégée par la Banque centrale européenne (BCE), et que la BCE fasse en sorte que la nouvelle monnaie grecque ne soit pas dévaluée de plus de 20 %, et que les banques survivent. (...) Avec une sortie sous forme de rupture, la Grèce serait obligée d'arrêter immédiatement le remboursement de ses dettes. Dans ce cas de figure, il y aurait des négociations sur une restructuration des dettes. (...) Le FMI sait qu'il faut restructurer la dette. Ce sont l'Union européenne et l'Eurogroupe qui l'empêchent jusqu'ici. Restructuration signifie : le service de la dette peut attendre, il y a d'autres problèmes qui sont plus urgents. (...) Dans ce cas de figure, il faut immédiatement introduire des contrôles de la circulation des capitaux. Ensuite, il s'agit de savoir à quel taux l'ancienne monnaie sera échangée contre la nouvelle. (...) Les banques seront aussitôt nationalisées. Le système bancaire, pas seulement celui en Grèce, a échoué et doit être complètement réorganisé. [...] Les syndicats d'employé-e-s de banques (...) souhaitent contribuer à la réorganisation et à la direction des nouvelles banques. [...]

L'une des conséquences de la politique d'austérité de ces dernières années était un atomisation de la société. (...) Une sortie de l'union monétaire européenne conduira au résultat opposé : elle créera un sentiment de cohésion, de solidarité sociale et de courage renouvelé. Cela suppose, bien entendu, que cette sortie soit conduite par un gouvernement de gauche qui se sent obligé par les intérêts de la population salariée et des pauvres. »

Extraits d'une interview avec le député C.L., publiée par le magazine états-unien de gauche Jacobin, mars 2015.

Une autre Epître de Thessalonique

„Que le droit coule comme de l'eau, et la justice comme un ruisseau ne se tarissant jamais ! »

(Prophète Amos 5, 24) PAR DES THÉOLOGIENS ET THÉOLOGIENNES DE THESSALONIQUE, EN GRÈCE

Thessalonique, mais 2015
Nous nous adressons à travers cette lettre à tous ceux et toutes celles qui participent au Congrès des Eglises protestantes de 2015 (à Stuttgart), et à toutes les personnes inquiètes par la crise économique et ses conséquences dramatiques pour des larges parties de la population en Grèce. Nous recherchons le dialogue pour nous opposer ensemble à la propagande et aux humiliations des hommes et des femmes dans notre pays ainsi qu'à l'égard du gouvernement nouvellement élu, et pour faire la promotion d'une approche médiatique de la Grèce et sa politique qui soit orientée vers la justice et le bien commun.

« Den andechoume allo ! ... Nous ne pouvons plus supporter ! » Sur fond d'un grand désespoir, la population de Grèce a exprimé un NON décidé à la politique du gouvernement sortant et aux conditions imposées par le Fonds monétaire international (FMI), les banques et les organes de l'Union européenne. L'alliance gouvernementale actuelle jouit jusqu'à aujourd'hui d'un soutien inhabituellement large dans la population.

« Peut-on vraiment faire confiance à ce nouveau gouvernement, inexpérimenté et de gauche ? », nous demande-t-on à répétition. « Que s'est-il passé chez vous en Grèce, pour qu'on arrive à une telle crise humanitaire ? » Nous souhaitons fournir quelques éléments de réponse à ces questions.

Nous partons du constat que cette crise est le produit d'un capitalisme agissant brutalement à l'échelle mondiale, dont les principes suprêmes sont l'appât du gain et l'exploitation des humains et de la création. Les droits humains, le bien commun, la sauvegarde de la nature et la paix ne font pas partie de cette conception. Le capitalisme est un système économique malfaitier et qui relève du sacrilège, qui agit au détriment de l'homme, de la nature, de la société et de l'Etat, un système répandant de plus en plus de violence.

1. La situation des Eglises L'histoire de notre pays depuis la fondation de l'Etat-nation grec en 1830 est très mouvementée. L'influence des grandes puissances y a toujours joué un rôle important. La population a été marquée par un esprit majoritairement mono-culturel, national et orthodoxe. « Etre grec », jusqu'à récemment encore, signifiait forcément « être orthodoxe ». Depuis les années 1990, notre société s'est néanmoins ouverte et a connu un développement plus pluraliste. L'immigration et la circulation des informations y ont aussi contribué.

Le gouvernement actuel et l'archevêque orthodoxe Hieronymus agissent dans le respect mutuel, face aux défis de la crise économique. Des efforts sont entrepris pour modifier les rapports entre l'Etat et l'Eglise, leur appliquant des règles nouvelles et démocratiques,

en accordant les mêmes droits aux minorités. L'archevêque a assuré son soutien à ce que le patrimoine de l'Eglise contribue à la réduction de la dette. Des bâtiments d'église orthodoxes sont devenues, aux côtés de nombreuses institutions de la société civile, des lieux importants de distribution de la nourriture aux pauvres, grâce à l'engagement de nombreux bénévoles et aux dons. « Nous ne pouvons pas supporter une autre réduction des retraites ! », assure le métropolite Varnavas. Dans ses communautés, situées dans une banlieue populaire de Thessalonique, ce sont quotidiennement plus de 7.000 personnes à qui de la nourriture est fournie. Des Eglises minoritaires ne sont plus en mesure de financer les retraites de leurs prêtres et de faire face aux frais courants. Elles aussi effectuent des distributions de nourriture aux pauvres et des projets avec des réfugiés.

Ensemble avec des femmes et des hommes issus de la théologie et de l'engagement chrétien, nous en appelons énergiquement à toutes les Eglises de « mettre la main dans la roue pour arrêter sa marche » (selon les mots du pasteur Bonhoeffer). A côté de l'engagement charitable, des « soins procurés aux victimes écrasées par la roue », elles doivent aussi redécouvrir leur tâche prophétique, et à l'instar des prophètes de l'Ancien Testament, elles doivent aussi dénoncer aujourd'hui les pratiques injustes des puissants au profit d'une petite minorité. Des hommes et de femmes de foi chrétienne doivent trouver leur place aux côtés des exploités, de ceux et de celles qui souffrent !

2. L'occupation nazie de la Grèce

L'histoire perturbée de notre pays englobe aussi son occupation brutale, son pillage et la destruction par les nazis, ayant duré trois années et demie. Les plaies alors infligées n'ont jusqu'ici pas réellement été soignées et guéries. Surtout, depuis des décennies, elles sont rendues invisibles et ignorées. Les habitant-e-s de l'Allemagne ont été insuffisamment informés sur les atrocités innombrables commises par la Wehrmacht et les unités des SS, partout dans notre pays. (Note de la FCH-rédaction: Voir page 8.) Et leurs gouvernements ont contourné avec succès, jusqu'à aujourd'hui, une solution du problème « dettes de réparations et emprunt de guerre forcé », usant de manœuvres diplomatiques et sans écouter le petit partenaire Grèce. Le fait qu'un historien allemand, le Professeur Hagen Fleischer, ait publiquement qualifié ces manœuvres successifs de « complètement immoral(es) » a été vécu ici, par beaucoup de femmes et d'hommes, avec soulagement. La Communauté juive de Thessalonique se bat, ensemble avec l'initiative « Zug der Erinnerung / Train de la mémoire »



Affiche / invitation :

Université d'Aristote, Thessalonique // département de Théologie

Conférence scientifique : « L'Eglise et la gauche »

Salle des fêtes de l'ancienne faculté philosophique AUTH; 22/23 janvier 2013

Cette réunion scientifique s'est déroulée sous le patronage du recteur de l'Université d'Aristote à Thessalonique, et en coopération avec le Saint-Synode de l'Eglise de Grèce

(<http://www.zug-der-erinnerung.eu>), pour que le coût du transport vers les camps d'extermination – qu'on avait fait régler payer aux 46.000 personnes juives concernées elles-mêmes – soit remboursé par le successeur juridique du « Reichsbahn » (Chemin de fer du Reich) allemand de l'époque : la Société anonyme Deutsche Bahn. Nous soutenons pleinement cette revendication.

Nous sommes témoins d'initiatives venant d'Allemagne, agissant passionnément et énergiquement pour la réconciliation et pour faire guérir les plaies anciennes. Nous accusons cependant le gouvernement allemand, du fait qu'il effectue toujours des contorsions et des manœuvres pour échapper à toute clarification morale et juridique. Nous critiquons le fait que, suite au discours du président fédéral allemand Joachim Gauck – évoquant une indemnisation – et de la chancelière Angela Merkel, marquant vaguement son accord, le porte-parole du gouvernement fédéral ait ensuite tout ramené dans le flou. Ce traitement fait mal, surtout à ceux et celles qui ont vécu ces atrocités, eux-mêmes ou à travers leurs familles ! Cette clarification empêchée empoi-

sonne le climat entre les habitant-e-s de nos deux pays. Le nouveau gouvernement grec est le premier à aborder la question des dettes de la Seconde guerre mondiale de façon publique, entre autres à travers une commission parlementaire, et qui veut contribuer à ce que les faits historiques soient enfin mis sur la table.

Nous plaçons, nous aussi, pour des accords mutuels entre nos deux pays et pour une clarification juridique propre. Nous demandons surtout aux directions des Eglises en Allemagne de soutenir ces demandes.

3. La dette de la Grèce Nous ressentons certains propos politiques et médiatiques comme arrogants et inappropriés, lorsque la dette élevée de notre pays est pointée avec un index brandi dans l'air. Il faut cesser de suggérer à la population allemande que ce seraient les hommes et les femmes en Grèce qui seraient seuls responsables de la dette grecque, parce qu'ils auraient vécu au-dessus de leurs moyens. Oui, de nombreuses personnes ont ici vécu avec des crédits, avec des gains spéculatifs réalisés en Bourse et avec des subventions. Nombre de personnes se sont laissées happer par

une consommation frénétique. Mais, d'une part, ce n'est guère le cas des gens « simples » et de la majeure partie de la population. D'autre part et surtout, une telle avidité est bel et bien une partie intégrante du système économique dominant et de sa folle recherche de croissance.

Nous observons que la politique d'Austérité, menée partout – conjointement avec l'union monétaire de l'euro –, suscite des excédants d'exportation dans une poignée de pays riches et de l'endettement dans les pays plus pauvres du Sud de l'Europe. Ainsi une inégalité de plus en plus forte est créée entre les différents pays, comme entre les personnes. Par cette politique, en Grèce, des femmes et des hommes sont poussés vers la pauvreté extrême (qui touchait, en 2014, 11 % de la population), en dessous du seuil de pauvreté (34 %) et mis au chômage (27 %) ; des enfants scolarisés – 700.000 d'entre eux – souffrent de malnutrition, et 60 % des jeunes sont réduits au chômage sans chance de s'en sortir. Plus de 6.000 hommes et femmes se sont suicidés en raison de leur endettement élevé. Les médecins des hôpitaux publics descendent dans la rue parce qu'ils ne peuvent plus garantir les soins aux malades. Partout c'est le manque de personnel, il manque des fournitures de base telles que des pansements, des produits d'hygiène et du linge de lit. Ces jours-ci, les dernières réserves de notre Etat sous forme d'aides d'urgences, fonds de secours des caisses de retraite et des communes sont ramassées... non pas pour mettre fin à ces pénuries et ces urgences, mais pour pouvoir honorer les obligations envers le FMI et les banques !

Libérez les habitant-e-s de l'Allemagne de la peur répandue qu'avec le fruit de leurs impôts, ils doivent combler les dettes des Grecs et des Grecques ! Expliquez-leur que leur pays tire, jusqu'ici, un bénéfice énorme de l'endettement des autres et de ses propres excédants d'exportation. A combien se chiffrent les taux d'intérêt que l'Allemagne a doré et déjà tiré des nombreux pays endettés ? Si les Allemand-e-s ont eu à régler quelque chose à travers leurs impôts, jusqu'ici, c'était rien d'autre que ces factures de plusieurs milliards d'euros que les politiques ont volontiers dressées pour « sauver » les banques qui avaient perdu à force de trop spéculer.

Nous soutenons l'idée d'un audit de la dette, comme la « commission de vérité » du parlement grec (www.GreekDebtTruthCommission.org) est en train de le mener. Nous plaçons pour une conférence internationale sur la dette grecque, comparable avec la Conférence de Londres sur les dettes de 1953 lors de laquelle une majeure partie de la dette allemande a été effacée. La Grèce a alors signé l'accord résultant de cette conférence, et ainsi contribué au désendettement de l'Allemagne fédérale d'après-guerre. De cette façon, tous les signataires ont permis à l'Allemagne largement détruite de prendre un nouveau départ.

Déclaration de la FCH-rédaction

Nous nous réjouissons de pouvoir publier dans notre journal cette lettre commune, œcuménique, de femmes et d'hommes de différentes Eglises en Grèce, dont des universitaires connu-e-s, le doyen d'une faculté, une poétesse, une islamologue ainsi qu'un prêtre et membre du Conseil œcuménique des Eglises. Elle avait été adressée au Congrès des églises protestantes qui a eu lieu à Stuttgart, en Allemagne, du 3 au 6 juin derniers avec plus de 100.000 participant-e-s.

Que cette lettre ouvre des portes et déclenche des nouveaux débats!

Red. FaktenCheck:HELLAS

4. Le danger fasciste et d'extrême droite

Une politique fondée sur les inégalités prépare le terrain du nationalisme et du fascisme. Nous entendons évoquer des manifestations importantes en Allemagne, dirigée contre « l'islam », contre les étrangers et les réfugiés. Dans notre pays, nous sommes très inquiets et inquiètes sur la croissance du parti fasciste, qui constitue actuellement la troisième force au parlement grec et compte aussi des sympathisants dans les rangs de la police, de l'armée et aussi dans ceux de l'Eglise orthodoxe. Depuis la Seconde guerre mondiale, ces forces, qui ont collaboré avec les nazis, ont systématiquement construit leurs structures, et elles les ont bétonnées pendant les années de la dictature militaire de 1967 à 1974. Mais elles ont été aussi tissées des réseaux avec des forces fascistes en Allemagne. (Note de la FCH-rédaction: Voir page 4.) En conséquence, nous devons rester vigilant-e-s et décidé-e-s à démasquer et combattre tous les agissements antidémocratiques, toujours d'actualité, et réclamer encore et encore une culture démocratique ainsi que le respect de la dignité humaine de tous et de toutes. En ce moment, un procès est en cours contre des dirigeants du parti fasciste, accusés d'avoir formé une entreprise criminelle. Nous alertons contre la possibilité de voir de telles forces — après une implosion de l'Etat, imaginable — exploiter la colère de la population et d'inciter à la violence et aux exactions. Celles-ci ne seraient alors plus contrôlables et mettraient en péril la démocratie dans toute l'Europe. A de nombreuses reprises, il a été observé que la Grèce se trouve dans une situation géographique extrêmement sensible.

Nous plaidons pour une société pluraliste et pacifique !

5. « Gouvernement de gauche » et démocratie Ce nouveau gouvernement ne peut agir qu'avec la participation active de la société civile et avec son soutien, en revenant sans cesse vers celle-ci, pour construire avec succès une société plus juste et solidaire en Grèce. L'essentiel des mesures que ce nouveau gouvernement a entreprises dans les premières semaines après sa formation ont visé à la satisfaction de besoins sociaux élémentaires et à la diminution de la détresse la plus extrême. Un gouvernement qui se serait revendiqué de principes chrétiens, dont l'amour du prochain, n'aurait guère agi différemment. Mais nous sommes témoins de la façon dont les bailleurs de fonds — Union européenne et FMI — augmentent toujours plus la pression énorme qui pèse sur le gouvernement et sur la société, en vue de continuer la politique de la Troïka (dont l'échec est patent) à travers des nouvelles baisses des retraites, une nouvelle augmentation de la TVA et de nouvelles privatisations. Ainsi, en même temps, les efforts pour tendre vers la justice sociale sont détruits, et la petite fleur de l'espoir porté sur un élan démocratique est écrasée.

Dans notre pays, un gouvernement de gauche n'est pas automatiquement « suspect ». Il a toujours existé des liens entre des gens de gauche, communistes et socialistes d'un côté et des chrétiens-ne-s de l'autre côté. Contre l'occupation nazie, des prêtres ont combattu du côté de la Résistance. Des prêtres, des théologiens et des hommes et femmes de conviction chrétienne se sont ouvertement revendiqués d'un

communisme ou socialisme à visage humain. Même si des représentants de l'Eglise orthodoxe ont souvent pactisé avec les élites conservatrices, il y a néanmoins dans cette Eglise et dans son milieu des personnes de conviction démocratique et socialiste. La Faculté théologique de l'Université de Thessalonique a organisé, en janvier 2013, une grande conférence ayant pour sujet : « L'Eglise et la gauche. » Presque la moitié des membres du Synode sacré de l'Eglise orthodoxe y a participé. Ayant à l'esprit qu'une « politique capitaliste tue »¹, des initiatives chrétiennes rencontrent bon nombre de celles de la société civile.

Il nous tient à cœur de soutenir ces initiatives et de les coordonner, aussi au-delà de nos frontières. C'est pour cela que nous vous adressons notre lettre. Nous vous demandons cordialement de tenir compte, dans vos communautés, synodes, commissions et dans vos académies, de nos observations et de nos demandes et d'y réfléchir. Nous nous réjouissons d'avance de vos futures visites en Grèce !

Agissons ensemble pour une Europe solidaire et humaine !

Professeur Miltiadis Konstantinou, Pr. Dimitra Koukoura, Pr. Christos Tsironis, Pr. Stylianos Tsompanidis, Dorothee Vakalis-Fölster (prêtre retraitée), Sotiris Mpourkis (Maître en théologie/M.Th.), Pr. Nikolaos Maghioros, Pr. Niki Papageorgiou, Pr. Angeliki Ziaka, Anastasia Gkitsi (M.Th.), Dr. Fotios Diamantidis, Pr. père Ioannis Skiadaressis, Pr. Panagiotis Yfantis

Contact : thessalonicherbrief2015@gmail.com

¹ Voir aussi les documents du Conseil œcuménique des Eglises à Genève, tels que « Une économie au service de la vie » ou « Pèlerinage de la justice et de la paix » ainsi que Lettre apostolique « Evangelii Gaudium » du pape François ; et les rapports sur la Grèce, impressionnants mais ayant trouvé peu d'écho, de l'expert ONU sien Cephas Lumina, nommé expert « pour les effets de la dette extérieure des Etats sur la pleine jouissance des droits humains ».

Voyage à sens unique Thessalonique – Auschwitz

Demandes à la Deutsche Bahn AG (Société anonyme des Chemins de fer d'Allemagne) relatives au remboursement des frais de voyage Thessalonique – Auschwitz

En avril 2005, l'ONG « Zug der Erinnerung » (Train de la mémoire) et la communauté juive de Thessalonique ont adressé une lettre à la Deutsche Bahn AG, à l'attention du Docteur Rüdiger Grube, son PDG. Il est écrit dans cette lettre (extrait) : « Nous nous adressons à la Deutsche Bahn AG en tant que successeur juridique historique de la Deutsche Reichsbahn (Société des chemins de fer du Reich allemand), et vous demandons de rembourser aux ayants droit des victimes grecques de l'Holocauste originaires de Thessalonique les frais de voyage correspondant aux déportations imposées entre mars et août 1943 vers Auschwitz et Treblinka. »

Cette lettre établit un calcul — vérifiable par qui voudra — selon lequel la Reichsbahn avait, à l'époque, facturé deux pfennigs (centièmes d'un mark) du Reich par kilomètre de rail pour les transports en wagon de marchandises, la plupart du temps en wagon de bétail ; ainsi, pour le trajet de 1.985 km reliant Thessalonique à Auschwitz et Treblinka, 39 marks du Reich avaient été facturés pour chaque déporté. Au total, la Deutsche Reichsbahn aurait ainsi encaissé une recette d'environ 2,3 million de marks du Reich rien que pour ces déportations.

Le « modèle économique » selon lequel les déportés devaient payer pour le transport vers leur propre mort a été appliqué par la Reichsbahn dans presque tous les cas, s'agissant dans les transports de personnes liés à l'Holocauste. (Voir en détail les livres de Raul Hilberg : « Sonderzüge nach Auschwitz » - titre en allemand : « Trains spéciaux pour Auschwitz » —, Mayence 1981. En partie, c'étaient les communautés juives, dans la mesure où elles

existaient encore, qui prenaient en charge le coût du transport. Dans un nombre réduit de cas, alors qu'il n'y avait plus personne du côté juif à qui extorquer la rançon du transport vers la mort, la Reichsbahn a exceptionnellement facturé le montant aux SS. La lettre explique en détail qu'il a été possible, ces dernières années, d'obtenir un remboursement partiel de factures de transport comparables de la part de la SNCF française, cette dernière ayant organisé des transports de juifs vers les camps d'extermination pour le compte de la Deutsche Reichsbahn. Des survivants polonais de l'Holocauste ont, de leur côté, déjà publiquement saisi la justice contre la Deutsche Bahn AG pour des demandes de remboursement comparables. Sur ce point, il est expliqué dans la lettre : « A la suite de consultations diplomatiques entre le gouvernement allemand et polonais, il a été convenu de laisser la Deutsche Bahn AG offrir cinq millions d'euro d'indemnisation (en échange d'une licence d'exploitation de transport ferroviaires pour la Deutsche Bahn AG en Pologne). »

La lettre se conclut sur ces phrases : « Nous demandons à votre entreprise d'indemniser en totalité la Communauté juive de Thessalonique, en tant que représentant légitime des victimes juives de l'Holocauste à Thessalonique. Des copies des billets de train sont tenues à disposition. » Cette lettre est cosignée par Hans-Rüdiger Minow, porte-parole du Conseil d'administration de l'association « Zug der Erinnerung » (Train de la mémoire) et par David Saltiel, le président de la Communauté juive de Thessalonique, République hellénique de Grèce.

Plateforme de FactCheck:HELLAS

Sauvons la Grèce ! Refondons l'Europe !

Les prétendues « mesures de sauvetage » menées jusqu'ici par la Troïka, constituée par l'Union européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI), n'ont pas sauvée la Grèce mais l'ont entraînée toujours plus profondément vers la catastrophe. Cela signifiait : toujours plus d'endettement de l'Etat, toujours plus de recul de l'activité économique, toujours plus de chômage et de grande pauvreté. Ce qu'il fallait sauver, c'était les banques, notamment allemandes et françaises.

Le parti SYRIZA, alors dans l'opposition, avait mis en garde les gouvernements de l'époque — sous les Premiers ministres Papandreou puis Samaras — contre le fait de contracter ces emprunts toxiques. Mais les gouvernements des partis PASOK et Nea Demokratia ont accepté ces crédits, en accord avec leurs partenaires politiques dans le cadre, respectivement, du Parti socialiste européen (PSE) ou du Parti populaire européen (PPE).

I Nous saluons le fait que le nouveau gouvernement grec ait, dans un premier temps, mis à disposition 200 millions d'euro d'aides aux victimes de la crise les plus pauvres... même sans demander leur permission au ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, ou au président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Nous soutenons ces mesures, et d'autres qui correspondent aux droits humains fondamentaux : la protection contre la pauvreté, contre l'absence de logement, la protection de la santé et de l'accès à l'éducation.

II Nous soutenons un effacement de dettes. Chaque être humain capable d'additionner un plus un, doit reconnaître : la Grèce, saccagée par la Troïka, ne pourra jamais payer ses « dettes ». Cette logique destructrice n'est pas améliorée, loin s'en faut, par le fait d'étrangler encore davantage la Grèce.

III Nous demandons que tous ceux qui sont coresponsables du surendettement de la Grèce soient mis à contribution : les banques, agences de notation, la Commission européenne, le Fonds monétaire internationale, la Banque centrale européenne, des membres d'anciens gouvernements et leurs conseillers. L'entrée de la Grèce de la zone euro sur fond de magouilles, les notations, les crédits imposés et les conséquences catastrophiques relèvent de leur responsabilité.

IV Nous soutenons l'idée lie le remboursement, non pas de toutes les dettes, mais uniquement des dettes légitimes à la reprise économique, à la sauvegarde des droits humains et du droit du travail, au respect des normes de l'Organisation internationale du travail (OIT) et à celui de la souveraineté des représentants du peuple grec.

Nous soutenons le gouvernement grec dans la révision de certaines pratiques des gouvernements précédents : le recours excessifs à des conseils privés — de préférence anglo-américains —, des privilèges accordés aux ministres et députés (voiture de fonctions, remboursement de frais de voyage exorbitants et autres défraiements etc.). Nous considérons cela comme exemplaire, pouvant servir de modèle aussi pour la Commission européenne, le Parlement européen et les parlements des Etats membres de l'Union européenne.

Nous demandons que l'Union européenne et que les gouvernements de l'UE cessent de mettre à disposition des grosses fortunes et des grandes entreprises des instruments d'évasion fiscale. Cela vaut particulièrement pour le Luxembourg, pays qui, sous son ancien chef de gouvernement — pendant de longues années — et actuel président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, est devenu le deuxième plus important paradis fiscal du monde. Es ça vaut aussi pour le Royaume Uni qui, avec sa réglementation pour les 116.000 « non-résidents » - ressortissants étrangers à qui a été délivré un passeport britannique, parmi eux de nombreux multimillionnaires grecs -, leur garantit de fait une non-imposition.

Nous soutenons toutes les mesures qui mènent à une réduction des dépenses d'armement grecques, hors proportion. Cet héritage historique de la dictature militaire des années 1967 à 1974, soutenue par les Etats-Unis et les autres pays de l'OTAN, doit être supprimé.

Nous soutenons toutes les mesures qui servent à démasquer les corrupteurs et corrompus, ayant bénéficié de commissions dans le cadre des contrats d'armement de ces dernières décennies. Nous soutenons également la demande que les entreprises d'armement allemandes et françaises doivent, le cas échéant, verser des indemnités à la Grèce.

V L'Union européenne se célèbre elle-même comme « puissance de la paix ». Mais la réconciliation suite à l'occupation nazie de l'Europe n'a été que superficielle ; particulièrement dans le cas de la Grèce. Surtout par le gouvernement allemand, la question des réparations a été systématiquement mise à l'écart. La partie allemande doit s'obliger de verser des réparations. La partie grecque a proposé, à cet égard, l'instauration d'un « Conseil des sages ».

VI Les responsables savent comment on peut remettre debout une économie nationale surendettée et effondrée. La République fédérale allemande a été déchargée, en tant que successeur juridique du « Troisième Reich », de la plupart des dettes de guerre et antérieures, lors de la Conférence de Londres sur les dettes en 1953 ; les investissements ont été favorisés, l'Etat social a été promu, les syndicats ont retrouvé leurs droits. Pourquoi la Grèce en tant que pays victime serait privée de ce qui a été accordé au successeur juridique du « Troisième Reich » ?

VII L'Europe doit être refondée. Le développement doit être orienté vers des objectifs écologiques et sociaux et lié à la justice, à la mise en place et au renforcement de procédures démocratiques, à la paix et à l'amitié entre les peuples. La haine, l'humiliation et le mépris à l'encontre de la Grèce est incompatible avec les valeurs européennes. Nous encourageons toutes les initiatives, tous les mouvements et partis qui se sont engagés, dans d'autres pays de l'Europe, sur un chemin comparable à celui de Syriza en Grèce. Nous soutenons toute forme d'information mutuelle, de mise en réseau, de coordination et d'actions publiques. Dans d'autres pays membres de l'Union européenne, aussi, des gouvernements qui maintiennent le cap de la politique de la Troïka, que ce soit par conviction idéologique, par l'effet du chantage, celui de la corruption ou par simple bêtise, doivent être remplacés dans un proche futur.

